



Garnotte
Caricature
du jour

Recherche

Connexion

S'ABONNER
au Devoir

ACTUALITÉS OPINION CAHIERS SPÉCIAUX MULTIMÉDIA JEUX SERVICES ET ANNONCES MON ABONNEMENT M'ABONNER

Politique International Culture Environnement Société **Économie** Sports Art de vivre

Actualités économiques Automobile Emploi Finances personnelles

Accueil > Économie > Actualités économiques > Investir ou désinvestir?

Imprimer Commentaires Envoyer Droits Taille du texte A A A

Investir ou désinvestir?

Telle est la question que se posent de plus en plus d'organisations, préoccupées par l'environnement. Mais l'industrie pétrolière contre-attaque, proposant rendement contre bonne conscience.

7 mars 2015 | Karl Rettino-Parazelli | Actualités économiques

Mots clés

[investissement](#), [industrie pétrolière](#), [États-Unis \(Pays\)](#)

Chercher sur le même sujet



Photo: Annik MH De Carufel Le Devoir

Devant la ferveur du militantisme proenvironnemental, des entreprises du secteur énergétique brandissent l'argument du rendement financier.

Ce qui semblait être un mouvement inoffensif a pris une telle ampleur qu'il force aujourd'hui l'industrie pétrolière et gazière à contre-attaquer. Face aux campagnes de « désinvestissement » des combustibles fossiles qui ont fait leur nid dans plusieurs universités, villes et organisations à travers le monde, des entreprises du secteur énergétique passent à l'offensive en brandissant l'argument du rendement financier.

Le mois dernier, l'Independent Petroleum Association of America (IPAA), qui représente la majorité des producteurs de pétrole et de gaz des États-Unis, a dévoilé une étude visant à refroidir les ardeurs des tenants du « désinvestissement » au sein des universités américaines. Ceux-ci réclament que les institutions qu'ils interpellent retirent leurs investissements dans des entreprises polluantes pour les remplacer par d'autres.

Voilà une bien mauvaise idée, a fait valoir le professeur à l'École de droit de l'Université de Chicago Daniel R. Fischel, dans l'étude commandée par l'IPAA. « *Les coûts associés au désinvestissement sont substantiels et peuvent avoir des impacts financiers bien réels sur le rendement généré par les fonds de dotation* », a-t-il expliqué au moment de rendre public le fruit de ses recherches.

M. Fischel a analysé le rendement de deux portefeuilles sur une période de 50 ans, entre 1965 et 2014 : l'un incluant des actions dans le secteur énergétique, l'autre non. Il a constaté que le « désinvestissement » s'est traduit par une réduction du rendement de 0,7 % par année. En considérant la valeur totale des fonds de dotation des universités américaines (456 milliards), cette réduction se serait traduite par une diminution de la croissance annuelle de 3,2 milliards de dollars.

« *J'ai tendance à discréditer un peu cette recherche parce qu'on regarde beaucoup trop longtemps en arrière pour tenter de prédire l'avenir*, affirme le président-directeur général du Groupe investissement responsable, Olivier Gamache. *Il y a 50 ans, les impacts environnementaux liés à l'exploitation des combustibles fossiles n'étaient pas valorisés par le marché, alors que si on se projette 50 ans plus tard, on sait que les émissions de carbone et autres impacts sont plus intégrés dans les prix et se reflètent dans le marché.* »

Selon M. Gamache, le simple fait que l'industrie pétrolière et gazière américaine publie une telle étude démontre l'importance qu'elle accorde au mouvement du « désinvestissement ». « *Il serait faux de croire que ce qui se déroule actuellement les surprend. Ça fait assez longtemps que ça se discute et que les mouvements émergent. Ils savent que la pression augmente.* »

Technoguide.ca
 Tout ce que vous devez savoir sur la technologie.

INSCRIVEZ-VOUS
 ET COUREZ LA CHANCE
 DE GAGNER UN IPAD MINI !

Blogues



Le petit carnet

8 mars 2015 17h54 | Guillaume Bourgault-Côté

Dakar-Paris-Bangkok



Mots et maux de la politique

24 février 2015 17h03 | Antoine Robitaille

C'est la « cacophonie » à Québec !



Les mutations tranquilles

24 février 2015 16h11 | Fabien Deglise

Patrimoine et pessimisme dans une capsule temporelle à destination de 2115



Le blogue urbain

24 février 2015 14h10 | Isabelle Porter

Coueurs des toits au cinéma

Le mouvement du « désinvestissement » qui s'est répandu aux États-Unis a rapidement fait son chemin de ce côté-ci de la frontière. À l'heure actuelle, des groupes répartis dans près de 30 universités canadiennes réclament que les gestionnaires du fonds de dotation de leur établissement « désinvestissent » des énergies fossiles. Au Québec, Concordia, McGill et l'Université de Sherbrooke sont du nombre.

L'idée de « décarboniser » totalement ou partiellement les portefeuilles n'est toutefois pas l'apanage des étudiants. En septembre dernier, l'Organisation des Nations unies s'est associée à des investisseurs d'envergure pour lancer une coalition encourageant la divulgation et la réduction à moyen terme de l'empreinte carbone. Et début mars, la capitale norvégienne, Oslo, a décidé d'imiter une quarantaine de villes à travers le monde en se départissant de ses investissements liés aux énergies fossiles, dans ce cas-ci l'industrie du charbon. Dans ce débat mêlant protection de l'environnement et rendement financier, même la Banque d'Angleterre s'est prononcée il y a quelques jours en soulignant que les actions posées à l'échelle mondiale contre les changements climatiques rendent les investissements liés aux énergies fossiles risqués.

Au Canada, l'Association des producteurs pétroliers estime qu'il est encore trop tôt pour déterminer si la montée du « désinvestissement » se ressent sur les entreprises qu'elle représente. Sa porte-parole, Chelsie Klassen, souligne malgré tout que cette stratégie est « contre-productive » compte tenu du travail de recherche et d'innovation réalisé par les pétrolières pour améliorer leur bilan environnemental. « Les investisseurs vont toujours choisir leurs critères d'investissement, mais nous ne croyons pas que cibler une industrie ou un produit en particulier est une stratégie efficace », précise-t-elle.

Le directeur de l'investissement durable au sein de la firme Addenda Capital, Brian Minns, demeure prudent face au « désinvestissement » pur et simple et recherche plutôt l'équilibre. « Notre approche est d'avoir la meilleure compréhension possible des risques que nous prenons du point de vue de l'investisseur », résume-t-il. Sa collègue Barbara Lambert, gestionnaire de portefeuilles d'obligations, explique que de manière plus large, l'intégration des critères ESG (environnement, société, gouvernance) est bénéfique. « Ça génère un rendement à long terme qui est supérieur à celui obtenu lorsqu'on investit à court terme dans des compagnies qui s'en préoccupent peu ou pas. »

259

18

0

Voter

10 votes

HAUT

Dorénavant, vous devez être abonné au Devoir pour commenter les articles publiés sur notre site Web.

Afin d'activer votre accès réservé à commenter les articles publiés sur notre site Web

Connectez-vous

Abonnez-vous

Articles les plus : Commentés Aimés	
Portrait austère 5 mars 2015	33
Crise d'équité 3 mars 2015	27
Le PQ exige des excuses de Daoust au nom des milliers de « rois de village » 3 mars 2015	22
La classe moyenne y perd 26 février 2015	18

INSCRIVEZ-VOUS Gratuitement

pour recevoir nos infolettres par courriel

Choisir mes infolettres

S'ABONNER AU DEVOIR
Abonnement papier

À propos

Services

Les sous-sections

Publicité

http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/433815/investir-ou-desinvestir[09/03/2015 9:34:40 AM]



[Abonnement numérique](#)
[Gérez votre abonnement](#)

[Qui sommes-nous](#)
[Direction et rédaction](#)
[Nous joindre](#)
[Service à la clientèle](#)

[Horaire des films](#)
[Petites annonces](#)
[Rencontres](#)
[Restaurants](#)
[Carrières et professions](#)

du Devoir
[Politiques](#)
[International](#)
[Culture](#)
[Environnement](#)
[Société](#)
[Économie](#)
[Sports](#)
[Art de vivre](#)

[Pour annoncer dans Le Devoir](#)

Recherche

LE DEVOIR
LIBRE DE PENSER